

Le Journal des décideurs

du Bénin

L'économiste

AGI
AFRICAINNE DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Développement économique

Booster le capital humain pour impacter la croissance

Des études récentes ont fait valoir que les améliorations du capital humain ont un impact plus substantiel ... • (Page 02)

Formation en finance

LA BCEAO et HEC Paris lancent de nouveaux programmes courts

À l'occasion des 10 ans de leur partenariat, HEC Paris et la Banque Centrale des États d'Afrique de l'... • (Page 06)



12^{ème} Conférence ministérielle de l'OMC

• (Page 03)

131^{ème} Conseil d'Administration

La BOAD approuve 73 milliards, dont 20 milliards Fcfa pour le Bénin

Le 131^{ème} Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) s'est tenu en présentiel ... • (Page 04)

Echanges commerciaux

La Russie, l'Iran et l'Inde lancent une nouvelle ligne maritime

Pour faciliter leurs échanges commerciaux, la Russie et deux grands pays de l'Asie ... • (Page 04)

Assemblée Générale Ordinaire

Les actionnaires de Atlantique Assurances Bénin Vie sont invités à une AGO

Les Actionnaires de ATLANTIQUE ASSURANCES BENIN VIE, sont invités à la 27^{ème} Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra à Cotonou, le Mardi 21 Juin 2022 à 14H00 ... • (Page 09)

Marchés publics

Le cabinet Afrique Formation et Conseils lance un appel à candidatures

Le cabinet Afrique Formation et Conseils (AFC) lance un dernier appel à candidatures pour l'inscription au premier ... • (Page 09)

Le Bénin appelle à un réengagement en faveur du coton



Autorité du Bassin du Mono

• (Page 11)

"Initiative Régionale pour l'Eau et l'Environnement" au centre d'un atelier

Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	628.36	655.95	764.57	1.51	78.98	39.00	4.68	93.00	171.07	8.04

Développement économique

Booster le capital humain pour impacter la croissance

Des études récentes ont fait valoir que les améliorations du capital humain ont un impact plus substantiel en raison des différences de qualité de l'éducation et de son importance dans le processus d'innovation, souligne le Brookings Institution.

• Issa SIKITI DA SILVA

PricewaterhouseCoopers (PwC), un réseau britannique d'entreprises spécialisées dans des missions d'audit, d'expertise comptable et de conseil, soutient cette réflexion en déclarant que le capital humain est un réservoir de compétences et un véritable gisement de valeur pour les entreprises et les institutions.

Dans le contexte africain, PwC affirme que la réussite des entreprises, et plus largement du continent, passe donc expressément par le renforcement du capital humain.

Il ne peut pas y avoir de développement des économies locales sans capital humain et sans la formation des équipes, renchérit PwC, ajoutant que l'Afrique dispose de la main-d'œuvre potentielle la plus importante à l'échelle mondiale, et ce durant les vingt prochaines années.

Six façons

Dans un continent où les gouvernements ne réalisent toujours pas leurs promesses, bon nombre d'observateurs pensent que les gens, notamment ceux qui ont la chance d'avoir un emploi, devraient prendre leur destin en main.

Sur ce, Investopedia recommande les six stratégies suivantes pour booster le capital humain.

L'éducation non seulement



prépare les humains formellement à travailler dans des emplois avancés, mais elle exerce également l'esprit et permet de conserver la capacité humaine à continuer à apprendre, explique Investopedia, qui ajoute que le cerveau, comme le cœur, a besoin d'exercice et cela vient de l'éducation.

En outre, apprendre un nouveau métier pendant qu'on travaille, ou étudier un domaine entièrement nouveau pourrait être un avantage en cas d'un nouveau ralentissement financier.

Investopedia lance un appel aux populations à s'engager dans le bénévolat, lequel non seulement dépeint une image d'une personne comme quelqu'un de passionné, mais aussi comme quelqu'un qui est considéré comme digne de confiance. A en croire ce site, le bénévolat augmente également votre exposition à d'autres personnes, ce qui élargit votre réseau professionnel.

Il y a aussi l'art d'écrire et de savoir bien parler. Les personnes qui écrivent sur leur domaine de travail gagnent en crédibilité

en tant qu'experts. « Vous pourriez publier votre travail dans des revues, des blogs professionnels ou des journaux cherchant à offrir des conseils à vos lecteurs. Un article bien écrit fournissant des informations précieuses qui ne sont pas de notoriété publique augmentera votre réseau car les gens vous voient comme un expert », soutient Investopedia.

Apprendre à parler avec confiance, intelligemment et d'une manière qui met les gens à l'aise lorsqu'ils sont autour de vous est la clé de la prochaine étape de votre carrière.

« Votre travail ne vous oblige peut-être pas à faire des présentations formelles ou à parler à des groupes de personnes, mais chaque travail nécessite de parler aux autres et c'est l'une des meilleures compétences qu'une personne de carrière puisse cultiver. N'attendez plus. Plus vous attendez pour vous lancer, plus votre capital humain diminue », conclut le site Web financier dont le siège est à New York.

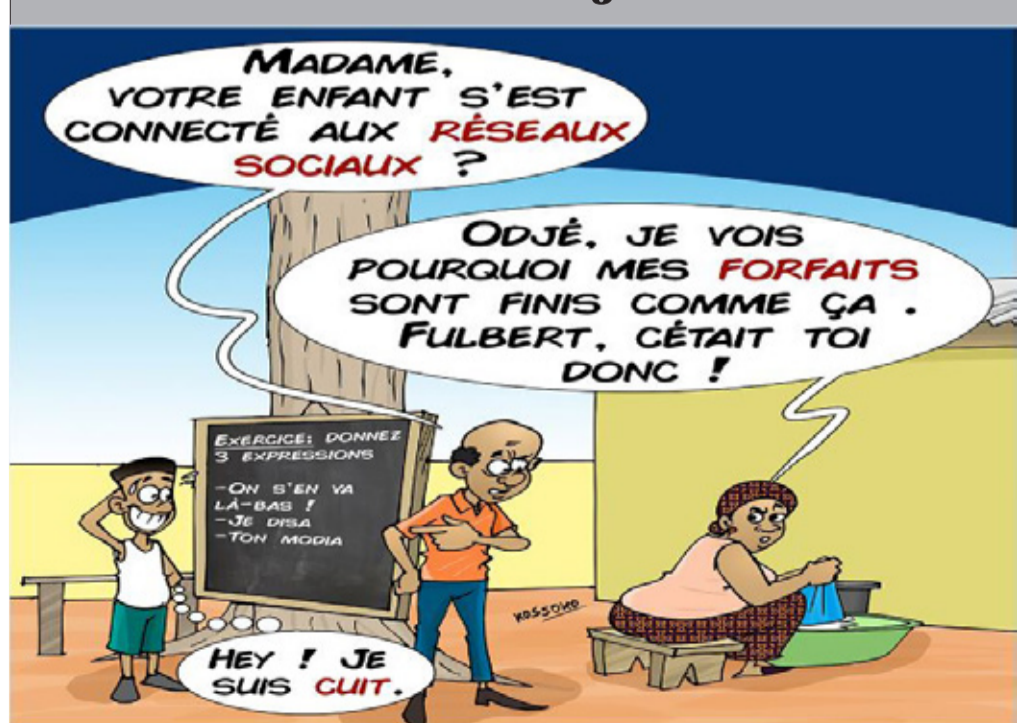
AUX DECIDEURS...

Téléphone, le mal nécessaire

Le 21e siècle est considéré comme le siècle de la communication. Il l'est effectivement à la suite de l'implosion technologique et de la poussée vers l'inclusion financière à travers les transactions électroniques. Le téléphone du 21e siècle, c'est la Vie. Il y en a de toutes les gammes et donc de toutes les bourses. Il y a des téléphones intelligents susceptibles de remplacer l'ordinateur, même si son interface n'offre pas le même confort que l'écran et le clavier d'ordinateur. Ces téléphones permettent de gérer les mails, les comptes bancaires, de convertir des documents Word en PDF, de signer des documents numériques, d'utiliser de nombreuses applications professionnelles et d'exploiter de très nombreux autres services pour être en relation avec ses connaissances de par le monde. Il s'agit de téléphones portables à l'usage de personnes lettrées, capables d'en faire une utilisation plus ou moins optimale. Mais, ils ne sont pas proscrits aux illettrés qui éprouvent le plaisir d'être en compagnie d'un smartphone, pour peu qu'ils disposent de moyens. Car, l'acquisition de ces genres de téléphones, force un peu la bourse. Suivant leurs performances, les coûts varient, en CFA, de 70.000F à des montants effarants pour les plus nantis. Dans cette catégorie de téléphones intelligents, il y en a de bas de gamme à des prix inférieurs à 50.000F. En plus des téléphones intelligents, les fabricants ont bien pensé aux pauvres-illettrés qui ne s'accommodent ni au snobisme, ni aux mondanités. Pour cette catégorie de citoyens, le téléphone sert essentiellement à deux choses : émettre et recevoir des appels, puis recevoir des transferts d'argent électronique. Toute chose qu'effectuent les téléphones intelligents. Le bas peuple acquiert le téléphone qui convient à son statut d'indigent à moins de 10.000F. Alors, il est rare aujourd'hui que les citoyens de toutes conditions sociales se privent de cet outil de communication. En conséquence, ce secteur d'activités est devenu très rentable. Les points de vente s'érigent à profusion. Pour les hommes d'affaires, les acteurs politiques, les gouvernants, les dirigeants et autres personnalités, les dépenses qu'engendre l'utilisation du téléphone leur est certainement marginale. Mais pour les autres citoyens, l'utilisation du téléphone, contraint parfois à se ceindre les reins et à se priver de sa ration alimentaire journalière. Car, créditer le téléphone pour émettre un appel ou envoyer un message est parfois prioritaire que de gaver sa panse avec un bourratif, pourtant si nécessaire. Choisir ou ne pas choisir est tout de même un choix. Priorité à la communication au détriment des cinq besoins fondamentaux de l'homme. Qui sait si, finalement, la communication n'est pas la panacée pour solutionner les besoins fondamentaux humains ?

Jean-Claude KOUAGOU

Cari du jour



Eco secret

Mali : les prix des produits pétroliers flambent

Au Mali, les prix des produits pétroliers ont de nouveau connu une hausse. Selon le directeur général de l'Office national des produits pétroliers (ONAP), cette situation s'explique par la flambée des prix des produits au niveau mondial. Ainsi, le litre du super sans plomb passe de 762 à 811 F CFA et celui du gasoil, de 760 à 809 F CFA à partir de ce mercredi 8 juin à 00H00. Dans son communiqué publié mardi soir, le directeur général de l'Onap a expliqué que cette hausse est également provoquée par plusieurs autres « facteurs exogènes ayant eu pour conséquence la hausse des cours des produits pétroliers ».

12^{ème} Conférence ministérielle de l'OMC**Le Bénin appelle à un réengagement en faveur du coton**

Prenant part à la 12^{ème} conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la délégation béninoise par la voix de la ministre de l'industrie et du commerce Shadiya Alimatou Assouman a fait, mardi 14 juin 2022, un plaidoyer sur le dossier Coton et l'initiative des quatre (04) pays producteurs réunis dans le Groupe C-4 et autres négociations-thématiques portant sur l'Agriculture.

• Bidossessi WANOU

Face aux difficultés constantes et sans cesse grandissantes des pays producteurs de coton malgré leurs efforts, Shadiya Alimatou Assouman, ministre de l'industrie et du commerce (MIC) du Bénin a donné de la voix à l'occasion de la 12^{ème} conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) où elle a exprimé une série de ressentiment. A l'occasion, la MIC a porté à l'attention de l'assistance les attentes du Bénin, des pays en développement et des Pays les moins avancés (PMA) à cette conférence ministérielle de l'OMC. C'est après avoir félicité la Directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, le Secrétariat et l'ensemble des organes de l'organisation pour les diligences et différentes mesures prises en vue de rendre effective, cette conférence ministérielle, la douzième du genre. Selon Shadiya Alimatou Assouman, en raison des crises successives dans le monde, les attentes sont nombreuses et diverses. A propos, « elles sont élevées et caractérisées par la juxtaposition de plusieurs crises résultantes des effets conjugués de la Covid-19 et le conflit russo-ukrainien, crise sanitaire, crise alimentaire et crise économique. Ces crises appellent une réponse urgente et pertinente de l'OMC dans ses domaines de compétence pour sa contribution à l'at-



• Shadiya Alimatou Assouman, MIC

ténuation des effets à court terme », a-t-elle déclaré. Poursuivant sa déclaration, la ministre de l'industrie et du commerce a déploré le caractère utopique du Programme de Doha pour le développement avec l'attente qui se prolonge. « Les attentes élevées au regard des résultats particulièrement décevants du Programme de Doha pour le développement, dont les Pays en développement et les PMA en particulier attendent toujours la concrétisation des promesses depuis son lancement, déjà deux décennies », a en effet déploré le chef de la délégation béninoise. A l'en croire cet atterroissement réduit considérablement les chances des Etats concernés pour une croissance durable et inclusive et l'atteinte des ODD à l'horizon 2030. Parlant des attentes, la ministre

béninoise du commerce a également évoqué la situation des pays membres de l'OMC, les plus vulnérables qui attendent de l'Organisation une meilleure structuration du système commercial multilatéral à travers l'amélioration des règles, principes et mécanismes de fonctionnement. C'est ainsi seulement que le commerce international sera partout, réel levier de développement, de lutte contre la pauvreté, de réduction des inégalités, de création et de promotion d'emplois et gage d'une prospérité partagée.

Le dossier Coton, préoccupation majeure du Bénin

Thématiques-négociations de l'Agriculture, des subventions à la pêche, du

Traitement spécial et différencié, du Commerce électronique et autres sujets sont les préoccupations essentielles au cœur de cette 12^{ème} Conférence des ministres de l'OMC. Membre du Groupe des quatre pays (C-4) producteurs de Coton en Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina-Faso, Mali et Tchad), Shadiya Alimatou Assouman a plaidé pour une meilleure revalorisation de l'économie de la filière. « La délégation béninoise se fait donc l'écho des attentes des populations pauvres et vulnérables qui, au fin fond des contrées africaines ont en ce moment leurs regards tournés vers Genève pour que le Coton et ses produits dérivés puissent être enfin libérés des distorsions créées par les soutiens internes qui perturbent le marché international de ce produit stratégique et

annihilent les efforts de millions de petits producteurs qui en vivent directement en Afrique avec leur système commercial multifamilial », a-t-elle déclaré. Pour rappel, le Bénin est partie prenante à l'initiative sectorielle en faveur du coton dans un contexte de retard et le statut quo dans la mise en œuvre des décisions et déclarations ministérielles successives adoptées sur la filière dans le cadre des Négociations sur l'agriculture et au regard de son importance stratégique et vitale dans l'économie des pays du C4. C'est pour cela que la ministre a invité l'OMC à un réengagement en faveur du dossier Coton. Toutefois la délégation a dit l'intérêt du Bénin à l'assistance technique et financière du programme Cadre intégré renforcé pour le commerce et d'autres initiatives pertinentes de l'OMC qui se sont avérés d'un grand concours. Le Bénin entend continuer par compter sur les pays développés pour les besoins de financement du développement en vue de répondre aux besoins spécifiques des pays en développement et PMA, pour ce qui est de

l'accès aux capitaux et à la technologie et par là, optimiser leur intégration au système commercial multilatéral. En ce qui concerne le commerce électronique, la ministre du commerce du Bénin a proposé la suspension du moratoire sur la non-imposition des droits de douane sur les transmissions électroniques. « Le Bénin réaffirme son soutien à la mise en place d'un Groupe de travail multilatéral avec un mandat clair et équilibré et conséquent sur le commerce électronique afin que les Membres de l'OMC, quel que soit leur niveau de développement puissent y participer », a-t-elle déclaré. Quant aux négociations-thématiques sur le secteur agricole, le Bénin est favorable à la mesure de détention des stocks à des fins de sécurité alimentaire. La ministre a appelé également à subventionner la pêche afin que la portée du projet d'accord en négociation sur la question puisse être intégrale avec la prise en compte des préoccupations spécifiques, des pays en voie de développement et de celles des moins avancés.



Baromètres Bénin

Référentiel			Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources	Economie	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habts	Statistiques mondiales (2018)	Croissance économique	6,7	BAD 2020
Densité de la population	100,17 habts/Km2	Statistiques mondiales (2018)	Pib par habitant	2415 \$	2018
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)	Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insa), 2019
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insa), 2015	Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)	Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)	Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)			
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)			
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)			

Echanges commerciaux

La Russie, l'Iran et l'Inde lancent une nouvelle ligne maritime

Pour faciliter leurs échanges commerciaux, la Russie et deux grands pays de l'Asie viennent de concrétiser un projet de longue date qui pourrait permettre à l'une des premières puissances économiques mondiales de renforcer sa résilience dans le conflit qui l'oppose à l'Ukraine et d'autres puissances.



• Sylvestre TCHOMAKOU

Alors que les sanctions économiques se multiplient à son encontre pour l'affaiblir et l'amener à renoncer à l'opération qu'elle a entamée en Ukraine depuis plusieurs mois déjà, la Russie rivalise de stratégies pour renforcer son économie et minimiser les résolutions prises par l'UE et les Etats-Unis en ce qui concerne son hydrocarbure et d'autres produits. En effet, le dimanche 12 juin 2022, la route maritime pensée par Moscou, Téhéran et New Delhi, a été rendue opérationnelle. De Saint-Petersbourg (Russie) à Bombay (Inde), grâce à ce nouveau corridor, il faut seulement quatorze jours de trajet aux navires. Selon Rfi qui a informé de l'inauguration de cette nouvelle route maritime, « deux porte-

conteneurs russes sont partis du port d'Astrakhan, sur la mer Caspienne. Leur cargaison de palettes de bois laminé passera par le port iranien d'Anzali, sera transférée par la route jusqu'au Golfe, avant de rejoindre par la mer le port indien de Nhava Sheva, non loin de Bombay. Un périple de deux semaines ». Projet de longue date, ce corridor nord-sud doit son accélération au contexte conflictuel actuel entre la Russie et le camp USA- Europe qui a entraîné une série de sanctions contre Moscou. Sans oublier l'Iran qui était également sous sanctions. « Depuis les années 2000, l'Inde, la Russie, l'Iran et d'autres pays discutent d'un corridor international nord-sud. C'est en effet le seul moyen d'expédier des marchandises russes vers l'Inde. La guerre en Ukraine a indéniablement

contribué à accélérer le projet. L'Iran est sous sanctions et maintenant la Russie aussi. Les deux pays veulent donc avancer au plus vite. Je pense que l'intérêt commercial pour cette nouvelle route va croître rapidement. », se convainc Nandan Unnikrishnan, spécialiste des relations entre l'Inde et l'espace post-soviétique. Sans parti pris dans le conflit Russo-Ukrainien, l'Inde, avec ce nouveau corridor, recevra plus facilement des marchandises en provenance de la Russie, notamment le blé, le gaz et le pétrole. Partie prenante de ce nouveau deal, l'Iran espère profiter des taxes prélevées sur les transits sur son territoire. Avec ces derniers épisodes, la Russie s'offre d'autres alternatives pour se passer du marché européen du pétrole et du gaz.

131^{ème} Conseil d'Administration

La BOAD approuve 73 milliards, dont 20 milliards Fcfa pour le Bénin

Le 131^{ème} Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) s'est tenu en présentiel à Abidjan ce mardi 14 juin 2022. La session ordinaire tenue sous la présidence de Serge EKUE, Président du Conseil d'Administration, Président de la BOAD a autorisé de nouveaux engagements à hauteur de 73 Milliards FCFA.



• Félicienne HOUSSOU

Le communiqué publié par la Banque indique que le Conseil a approuvé le procès-verbal de la 130^{ème} réunion, tenue le 19 mai 2022 et l'état de recouvrement des créances prêts de la Banque au 31 mai 2022. Le Conseil a également pris connaissance du bilan des réalisations à mi-parcours des prévisions financières de la Banque pour l'exercice 2022 et de l'annulation de la ligne de crédit octroyée par la Banque de Développement de la Biélorussie à la BOAD. Par la suite, le 131^{ème} Conseil d'Administration a approuvé trois (03) nouvelles propositions de financement de projets pour un montant global de 73 milliards FCFA. Ces nouveaux engagements de la BOAD ciblent le Bénin et le Togo. Les prêts approuvés concernent le financement partiel du projet d'aménagement et bitumage du tronçon ALEHERIDE-KPAZA-

TCHAMBERI en République Togolaise à hauteur de 28 milliards FCFA. « En vue d'assurer le désenclavement de la zone et faciliter les échanges économiques, sociaux et culturels au niveau national et sous régional, le projet sera axé sur la réduction de 66% du temps de parcours sur la route, du coût d'exploitation des véhicules d'au moins 60% et de l'insécurité routière », indique le communiqué de la BOAD. Toujours en faveur du Togo, un prêt de 25 milliards FCFA a été autorisé pour la construction d'une centrale solaire photovoltaïque d'une capacité de 42 Mwc à Awandjé dans la région de Kara au Togo. Le projet permettra de contribuer à la diversification du mix énergétique et à la réduction des coûts de production de l'énergie, ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie des populations des localités concernées. Il sera axé sur l'augmentation de la capacité installée de 42 Mwc dès 2024, l'accrois-

sement de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique de 27% en 2021 à 40% en 2024, et l'amélioration du taux d'électrification du pays en le faisant passer de 59% en 2021 à 75% en 2025. Pour le Bénin, la BOAD a octroyé 20 milliards FCFA en appui à l'implantation et l'exploitation d'un complexe brassicole et d'une ligne de fabrication de canettes par la société COCA-COLA DONGA BOTTLING COMPANY SA dans la zone industrielle de Sèmè-Podji, au Bénin. Le Projet vise essentiellement à produire annuellement à partir de l'année de croisière, plusieurs milliers d'hectolitres de boissons gazeuses et d'eau minérale et des centaines de millions de canettes. Au nombre de 3, ces nouvelles approbations portent à 6 918,8 milliards FCFA, le total des engagements (toutes opérations confondues) de la BOAD depuis le démarrage de ses activités opérationnelles en 1976.

Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Position du Bénin dans la sous-région

Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163 ^{ème} sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2 ^{ème}	81 ^{ème}	The Economist
liberté de presse	5 ^{ème}	96 ^{ème}	Reporters Sans Frontières
Corruption	3 ^{ème}	85 ^{ème} sur 180 pays	Transparency international
Liberté Humaine	1er	76 ^{ème}	Institut Fraser 2022
Prospérité	3 ^{ème}	25 ^{ème} (plan Africain)	Institut Legatum

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019



Avis à manifestations d'intérêt relatif au recrutement d'un Consultant pour élaborer le plan national de gestion des risques pharmaceutiques

Pays : République du Bénin

Nom du Projet : Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin)

Numéro du Don : IDA N°4230-B3

Référence : BJ-SWEDD-162846-CS-CQS du 09/06/2022

- Le Gouvernement du Bénin a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin) et, à l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du marché relatif au recrutement d'un consultant pour élaborer le plan national de gestion des risques pharmaceutiques.
- La mission du consultant consiste à réaliser la cartographie des risques afin de disposer d'un état des lieux global des vulnérabilités existant au sein de l'Agence Béninoise de la Régulation Pharmaceutique (ABRP) et d'y proposer à la fois les mesures de prévention et celles de mitigation ou de gestion. Pour ce faire, les tâches suivantes seront réalisées par le consultant :
 - L'identification des risques à cartographier :
 - effectuer une revue de base de risques éventuels existants dans le sous-secteur pharmaceutiques et au niveau de l'Agence ;
 - mettre à jour la base de risques existants en y intégrant les risques nouvellement identifiés.
 - L'évaluation et la hiérarchisation des risques :
 - évaluer, en collaboration avec l'équipe de l'Agence, les risques bruts et les risques résiduels ;
 - hiérarchiser les risques et proposer la cartographie des risques de l'Agence ;
 - assister l'équipe de l'Agence dans la définition d'un plan d'actions à mettre en œuvre pour la prévention et la gestion des risques et proposer les outils de pilotage de la cartographie des risques ;
 - rédiger un rapport détaillé provisoire et un rapport définitif validé après prise des amendements faits par l'Agence sur le rapport provisoire.
- La durée prévisionnelle de la mission est de **treinte (30) jours ouvrés**.
- La Coordinatrice du Projet SWEDD-Bénin, représentant l'Autorité Contractante, par la présente sollicitation de manifestation d'intérêt, invite les

Tel : (229) 21 30 22 26 - E-mail : swedd.benin@gmail.com - Site web : www.swedd.bj

consultants (firmes) admissibles à présenter leur candidature pour fournir les services décrits ci-dessus.

- A ce titre, les cabinets intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (références concernant l'exécution de contrats similaires, registre de commerce, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel permanent (curriculum vitae détaillé et diplômes). Le cabinet devra fournir les preuves relatives à ses expériences (attestations de bonne fin d'exécution + extraits des contrats de marché, etc.)
- Le cabinet sera sélectionné par la méthode de « Sélection Fondée sur les Qualifications du Consultant » décrite au paragraphe 7.11 du Règlement sur la passation des marchés de la Banque mondiale en date de juillet 2016 révisé en novembre 2017, en août 2018 puis en novembre 2020. **A l'issue de l'évaluation des références, le consultant classé premier sera invité à soumettre des propositions technique et financière.**
- L'attention des cabinets intéressés est attirée sur les paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 de la Section III du Règlement sur la passation des marchés de la Banque mondiale en date de juillet 2016 révisé en novembre 2017 en août 2018 puis en novembre 2020, qui décrivent la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts.
- Les cabinets peuvent s'associer avec d'autres cabinets sous forme de groupement de firmes ou d'un accord de sous-traitance en vue du renforcement de leurs qualifications. Dans le cas d'un Groupement, tous les partenaires du Groupement seront conjointement et solidairement responsables de la totalité du contrat.
- Le consultant devra un cabinet/Firme disposant des compétences avérées dans le domaine de l'évaluation des risques et de l'audit institutionnel et organisationnel. Il devra notamment disposer :
 - d'expérience avérée en matière d'évaluation et de gestion de risques, notamment d'une organisation ou institution ou structure internationale ;
 - de bonne connaissance du secteur de la santé béninoise notamment du sous-secteur pharmaceutique ;
 - d'expérience dans la mise en place d'un système de contrôle interne et de gestion des risques ;
 - d'expérience en évaluation ou audit dans le secteur de la santé serait un atout.
- Les manifestations d'intérêt rédigées en langue française en quatre (04) exemplaires (1 original et 3 copies), portant la mention « **Recrutement d'un consultant pour élaborer le plan national de gestion des risques pharmaceutiques** » doivent parvenir à l'adresse indiquée ci-dessous, le 24/06/2022 à 10 heures locales (heure de Cotonou) au plus tard.
- L'adresse à laquelle il est fait allusion est :

Secrétariat de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin à Cotonou, situé au Quartier Les Cocotiers, maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217 Tél : (+229) 21 30 22 26 ; E-mail : swedd.benin@gmail.com.

Les consultants peuvent avoir plus d'informations audit Secrétariat tous les jours ouvrables de 08 heures à 12 heures 30 minutes et de 14 heures 00 à 17 heures 30 minutes ou swedd.benin@gmail.com. Les termes de référence de la mission peuvent être consultés sur le site web : www.swedd.bj.

12. Les critères d'évaluation des manifestations d'intérêt sont :

(i) **Qualifications générales du consultant (20 points)**

Expérience en matière de prestations intellectuelles d'ordre générale (4 expériences à raison de 5 points/expérience) ;

(ii) **Expériences du Consultant (70 points).**

- Expérience matière d'évaluation ou de gestion de risques, notamment d'une organisation ou institution ou structure internationale (3 expériences à raison de 10 points/expérience)
- Expérience du secteur de la santé béninoise notamment du sous-secteur pharmaceutique (2 expériences à raison de 7,5 points/expérience) ;
- Expérience dans la mise en place d'un système de contrôle interne et de gestion des risques (2 expériences à raison de 10 points/expérience) ;
- Expérience en évaluation ou audit dans le secteur de la santé (1 expérience pour 05 points).

(iii) **Organisation technique et managériale (10 points)**

Les cabinets doivent fournir une présentation claire de leur organisation managériale et matérielle (organigramme à l'appui) présentant au moins les postes/Services ci-après et animés par un personnel permanent à savoir :

- Direction Générale du cabinet ou équivalent (4 points) ;
- Direction en charge du suivi des études ou équivalent (3 points) ;
- Direction Financière et comptable ou équivalent (3 points).

La structuration de l'équipe dédiée doit faire ressortir l'interaction de chaque intervenant dans l'atteinte des objectifs de la mission.

NB : En cas d'égalité du nombre total de points obtenus, le cabinet ayant plus d'expérience en matière d'évaluation des risques sera privilégié.

Cotonou, le 09 Juin 2022



Tel : (229) 21 30 22 26 - E-mail : swedd.benin@gmail.com - Site web : www.swedd.bj



AVIS À MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT RELATIF AU RECRUTEMENT DE CONSULTANT POUR LA CONCEPTION DE KITS DE PLAIDOYER, DES ÉLÉMENTS DE LANGAGE ET MODULES DE FORMATION SUR LES COMPORTEMENTS CLÉS À PROMOUVOIR

Pays : République du Bénin

Nom du Projet : Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin)

Numéro du Don : IDA N°4230-B3

Référence : BJ-SWEDD-281250-CS-CQS du 09/06/2022

- Le Gouvernement du Bénin a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin) et, à l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du marché relatif au recrutement d'un consultant pour la conception de kits de plaidoyer, des éléments de langage et modules de formation sur les comportements clés à promouvoir.
- La mission du consultant consiste à appuyer le développement et la production d'outils de communication éducatifs sur les compétences de vie courante afin d'améliorer les comportements clés de la transition démographique. De façon spécifique, cette mission permettra de :
 - Identifier les partenaires primaires, secondaires et tertiaires participants ;
 - Faire l'état des lieux des besoins en capacitation ;
 - Concevoir un kit de plaidoyer, des éléments de langage et modules de formation sur les comportements clés à promouvoir, adapté à chaque cible ;
 - Réaliser le graphisme de tous les documents ;
 - Former, sensibiliser et coacher les acteurs de la transition démographique ;
 - Conduire les séances de plaidoyer.
- La durée prévisionnelle de la mission est de soixante (60) jours calendaires.
- La Coordinatrice du Projet SWEDD-Bénin, représentant l'Autorité Contractante, par la présente sollicitation de manifestation d'intérêt, invite les consultants (firmes) admissibles à présenter leur candidature pour fournir les services décrits ci-dessus.

Tel : (229) 21 30 22 26 - E-mail : swedd.benin@gmail.com - Site web : www.swedd.bj

5. A ce titre, les cabinets intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (références concernant l'exécution de contrats similaires, registre de commerce, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel permanent (curriculum vitae détaillé et diplômes). Le cabinet devra fournir les preuves relatives à ses expériences (attestations de bonne fin d'exécution + extraits des contrats de marché, etc.)

- Le cabinet sera sélectionné par la méthode de « Sélection Fondée sur les Qualifications du Consultant » décrite au paragraphe 7.11 du Règlement sur la passation des marchés de la Banque mondiale en date de juillet 2016 révisé en novembre 2017, en août 2018 puis en novembre 2020. **A l'issue de l'évaluation des références, le consultant classé premier sera invité à soumettre des propositions technique et financière.**
- L'attention des cabinets intéressés est attirée sur les paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 de la Section III du Règlement sur la passation des marchés de la Banque mondiale en date de juillet 2016 révisé en novembre 2017 en août 2018 puis en novembre 2020, qui décrivent la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts.
- Les cabinets peuvent s'associer avec d'autres cabinets sous forme de groupement de firmes ou d'un accord de sous-traitance en vue du renforcement de leurs qualifications. Dans le cas d'un Groupement, tous les partenaires du Groupement seront conjointement et solidairement responsables de la totalité du contrat.
- Le consultant devra un cabinet/Firme de formation et de consultance en management avec au moins cinq (05) années d'existence ayant des connaissances avérées sur la thématique « autonomisation des femmes et dividende démographique » puis disposant d'une bonne expérience de travail dans le domaine économique.
- Les manifestations d'intérêt rédigées en langue française en quatre (04) exemplaires (1 original et 3 copies), portant la mention « **Recrutement d'un consultant pour la conception de kits de plaidoyer, des éléments de langage et modules de formation sur les comportements clés à promouvoir** » doivent parvenir à l'adresse indiquée ci-dessous, le 24/06/2022 à 10 heures locales (heure de Cotonou) au plus tard.
- L'adresse à laquelle il est fait allusion est :

Secrétariat de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin à Cotonou, situé au Quartier Les Cocotiers, maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217 Tél : (+229) 21 30 22 26 ; E-mail : swedd.benin@gmail.com.

Les consultants peuvent avoir plus d'informations audit Secrétariat tous les jours ouvrables de 08 heures à 12 heures 30 minutes et de 14 heures 00 à 17 heures 30 minutes ou swedd.benin@gmail.com. Les termes de référence de la mission peuvent être consultés sur le site web : www.swedd.bj.

- Les critères d'évaluation des manifestations d'intérêt sont :

(i) **Qualifications générales du consultant (20 points)**

- Être un cabinet/Firme de formation et de consultance en management (10 points) ;
- Avoir au moins cinq (05) années d'existence (10 points).

(ii) **Expériences du Consultant (70 points).**

- Avoir de connaissances avérées sur la thématique « autonomisation des femmes et dividende démographique » : 40 points (4 expériences à raison de 10 points/expérience) ;
- Disposer d'une bonne expérience de travail dans le domaine économique (2 expériences à raison de 15/points/expérience).

(iii) **Organisation technique et managériale (10 points)**

Les cabinets doivent fournir une présentation claire de leur organisation managériale et matérielle (organigramme à l'appui) présentant au moins les postes/Services ci-après et animés par un personnel permanent à savoir :

- Direction Générale du cabinet ou équivalent (4 points) ;
- Direction en charge du suivi des études ou équivalent (3 points) ;
- Direction Financière et comptable ou équivalent (3 points).

La structuration de l'équipe dédiée doit faire ressortir l'interaction de chaque intervenant dans l'atteinte des objectifs de la mission.

NB : En cas d'égalité du nombre total de points obtenus, le cabinet ayant plus d'expérience sur la thématique « autonomisation des femmes et dividende démographique » sera privilégié.

Cotonou, le 09 Juin 2022



Tel : (229) 21 30 22 26 - E-mail : swedd.benin@gmail.com - Site web : www.swedd.bj

Formation en finance

LA BCEAO et HEC Paris lancent de nouveaux programmes courts et organisent une Master Class

À l'occasion des 10 ans de leur partenariat, HEC Paris et la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) annoncent le lancement de programmes courts portant sur la finance, la stratégie et le digital. Cette nouvelle initiative sera lancée officiellement le 14 juin par un Webinaire international intitulé "La banque et le retour de la géopolitique à l'ère numérique".

Depuis 2012, les deux établissements proposent des formations, aujourd'hui partiellement en ligne, afin d'accompagner les dirigeants, directeurs, managers et cadres des institutions bancaires et financières de la zone Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) dans l'évolution de leur carrière.

Renforcement du partenariat BCEAO HEC Paris

Ce nouveau programme de formations courtes vient ainsi compléter l'offre existante composée du « Certificat Exécutive Management Stratégique Bancaire (CEMSTRAT) » et du « Certificat Exécutive Bancaire pour Dirigeants à l'ère Digitale (CEB2D) ». 16 modules d'une journée seront proposés au choix dans trois univers thématiques : finance, stratégie et digital ainsi que management et leadership. Chaque module



fera l'objet d'une attestation délivrée par HEC Paris et le COFEB. La participation à 12 modules sur les 16, sur une période maximale de 24 mois glissants, donnera droit au Certificat Exécutive Bancaire (CEB). « Notre partenariat avec HEC Paris ne cesse de se développer et nous sommes fiers que ces dix années de collaboration soient marquées par le lancement des programmes courts, qui permettront aux cadres des institutions bancaires et financières de renforcer leur capacité en matière de déploiement de stratégies adaptées aux réalités d'un continent en pleine évolution. » a déclaré M. Ousmane Samba Mamadou, Directeur général du Centre Ouest-Africain de Formation et d'Études Bancaires (COFEB). Pour Mme. Armelle Dufour, Directrice des projets Global Initiative d'HEC Paris : « Grâce à ces nouveaux programmes courts issus de notre partenariat avec la BCEAO via

le COFEB, tous les thèmes essentiels pour évoluer au sein d'une institution bancaire ou financière sont abordés. Ils font sortir les participants de leur zone de confort pour mieux exprimer leur potentiel. »

D'abord le master class

Ce mardi 14 juin 2022 à 9h00 GMT se tiendra la Master Class précédant le lancement des programmes courts dispensés en ligne à partir du mois de juin. Le webinaire intitulé "La banque et le retour de la géopolitique à l'ère numérique" sera animé par M. David Restrepo Amariles, Professeur à HEC Paris. Selon lui, « l'Afrique s'affirme clairement comme un nouvel épicerie des défis et des innovations du numérique. Cette Master Class permettra de montrer en quoi cela va reconfigurer le paysage du secteur bancaire et financier au niveau global. »

20 minutes

OMC

Impossible consensus entre les ministres réunis à Genève?

Un monde en crise mais des accords concrets toujours difficiles à trouver. La 12e réunion ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) se tient à Genève du 12 au 15 juin 2022. Une première depuis plus de quatre ans. Entre tensions liées aux sujets de discussions – surpêche, partage des vaccins anti-covid ou encore crise alimentaire – et fond de guerre en Ukraine, le consensus reste un défi pour l'organisation

Pêche et pandémies

Même si la pêche reste le sujet prédominant du som-

met, deux textes sont en discussion à l'OMC actuellement. L'un doit faciliter la circulation des ingrédients nécessaires à la lutte contre les pandémies, l'autre doit permettre une levée temporaire des brevets des vaccins anti-Covid. Pour Daniel Pruzin, porte-parole de l'organisation : « Les membres commencent vraiment à se rapprocher d'un accord » sur le premier texte, tandis que le second « est plus problématique ». L'OMC fonctionnant par consensus, il suffit de l'opposition d'un seul membre pour ne pas arriver à un texte concret. De fait, aucun accord majeur n'a été

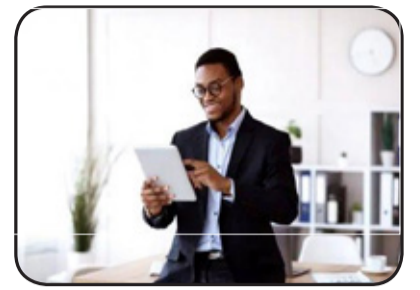
conclu depuis 2013. L'Inde fait notamment barrage à de nombreux sujets comme le déplore un ambassadeur basé à Genève, interrogé par l'AFP : « Il n'y a pas un seul sujet que l'Inde ne bloque pas », citant également la réforme de l'OMC et l'agriculture. Il n'y a donc aucune garantie de résultats importants à l'issue de ces pourparlers, malgré les efforts vigoureux déployés par Mme Okonjo-Iweala, première femme et première personnalité originaire d'Afrique à diriger l'organisation.

20 minutes

Cinq années à venir

78% des jeunes africains prévoient de créer leur propre entreprise

Les principaux obstacles à l'entrepreneuriat en Afrique demeurent les difficultés d'accès au capital, la corruption, les incertitudes liées à l'environnement économique et la réglementation rigoureuse. L'esprit entrepreneurial est bien ancré chez la jeunesse africaine, selon un sondage réalisé par l'Ichikowitz Family Foundation (IFF) auprès de 4507 jeunes africains originaires de quinze pays. 78% des jeunes sondés âgés de 18 à 24 ans envisagent de créer leur propre entreprise au cours des cinq prochaines années. Ce taux est particulièrement élevé au Malawi (92%), au Rwanda (89%) et en Ouganda (89%). Il est cependant relativement bas au Gabon, où 47% des jeunes rêvent de devenir entrepreneurs, selon le sondage rendu public le lundi 13 juin. Les principaux obstacles à l'entrepreneuriat cités sont l'accès au capital (61%), la corruption (29%), les incertitudes liées à l'environnement économique (24%) et la réglementation très rigoureuse (23%). Des 78% de jeunes qui rêvent de lancer leur propre entreprise, 43% disent qu'ils s'appuieront sur la technologie pour créer, promouvoir et gérer leur entreprise contre 35% qui entendent le faire partiellement. Le sondage intitulé « African Youth Survey » montre d'autre part, que les jeunes africains sont plutôt satisfaits de l'environnement entrepreneurial dans leur pays. 66% des jeunes sondés estiment que leur pays crée une culture de l'innovation, développe l'esprit d'entreprise et facilite le développement de l'économie numérique (67%). Cet optimisme est particulièrement palpable au Rwanda, au Ghana et au Kenya, des pays considérés comme étant à l'avant-garde de la transformation numérique.



Avoir moins d'enfant que les parents

Par ailleurs, 30% des jeunes africains décrivent leur niveau de vie comme bon, 45% le décrivent comme moyen et 25% le qualifient de médiocre. Toutefois, ces jeunes sont très optimistes quant à l'amélioration de leur qualité de vie à l'avenir. 77% d'entre eux disent qu'ils s'attendent à ce que leur niveau de vie s'améliore au cours des deux prochaines années, tandis que 5% s'attendent à ce qu'il se détériore. A plus long terme, les jeunes font également preuve d'optimisme, puisque plus de deux tiers (67%) s'attendent à avoir une vie meilleure que celle de leurs parents. Les jeunes africains sont aussi confiants dans les projets qu'ils ont pour l'avenir. 77% sont déjà assurés de savoir ce qu'ils feront de leur vie. Si la plupart des jeunes envisagent de fonder une famille, la grande majorité d'entre eux prévoient de se marier à un âge plus avancé que leurs parents (68%). Ils prévoient également d'avoir des enfants (69%), et surtout moins que leurs parents (72%).

Sénégal

Les prix locaux du maïs, du sorgho et du mil ont progressé de plus de 10% en mai dernier



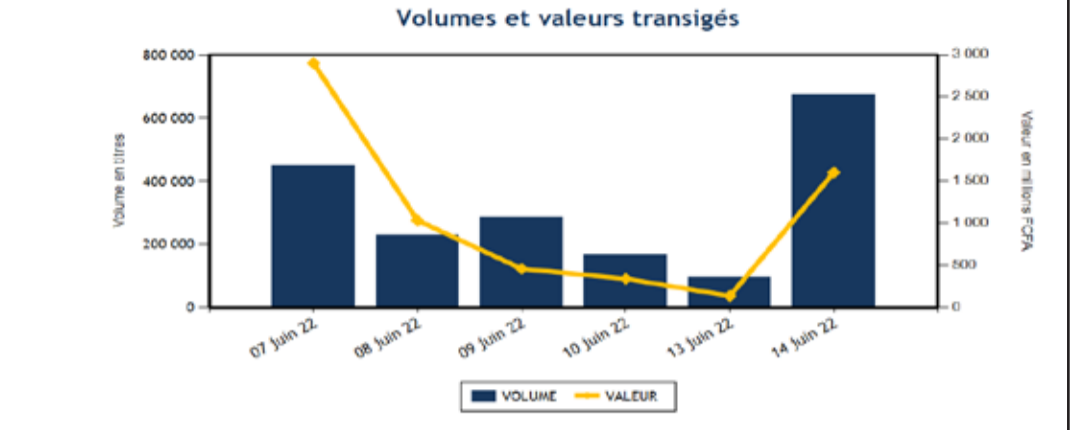
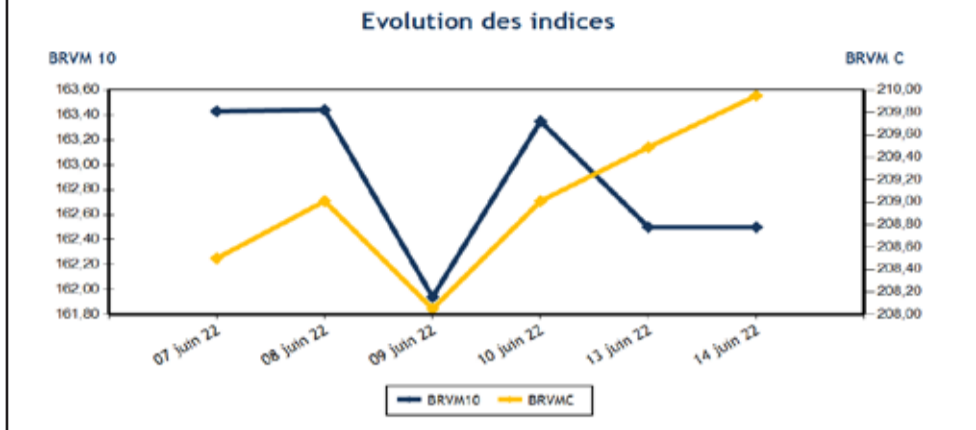
En Afrique de l'Ouest, d'importantes denrées de base connaissent actuellement une appréciation de leur prix. En cause notamment, la crise russo-ukrainienne, la baisse des stocks de certaines céréales et la forte demande intérieure. Au Sénégal, la tendance a été à la hausse pour les tarifs des principales céréales sèches que sont le mil, le maïs et le sorgho durant le mois de mai. Selon le dernier Bulletin d'information

sur les marchés agricoles publié par le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA), le prix moyen de détail par kilogramme pour le mil a atteint 338 Fcfa alors que celui de maïs se chiffrait à 350 Fcfa et le sorgho s'échangeait autour de 380 Fcfa. Ces différents montants affichent respectivement des hausses de 12%, 15% et 11% comparativement à leur niveau d'avril alors qu'ils sont en progression de 33% pour le sorgho et le maïs et de 22% pour le mil par rapport à l'année dernière à la même période. D'après le CSA, cette flambée des prix de vente s'explique par le faible niveau de stocks commerçants dans un contexte de tensions sur les marchés. Alors que l'offre locale reste actuellement insuffisante au regard de la demande, l'organisme indique qu'au cours du mois de mai, les flux transfrontaliers ont été nuls avec le Mali qui sert également de point de passage pour les marchandises en provenance de Côte d'Ivoire et du Burkina Faso. « Cette situation résulte de deux principaux facteurs: les interdictions officielles des exportations des céréales [mil, sorgho, maïs] par le Mali et le Burkina Faso et la suspension du Mali de la CEDEAO par où transitaient les produits ivoiriens et le bétail de la Mauritanie », indique l'organisme public. Et d'ajouter : « Au cours du mois de juin 2022, les marchés ruraux de collecte devraient être moins animés avec la faiblesse des offres et l'occupation des paysans aux préparatifs de la campagne agricole 2021/2022. En conséquence, les prix des produits agricoles locaux (céréales sèches et légumineuses) vont poursuivre leurs tendances haussières au regard du contexte économique mondial tendu ». Plus globalement, il faut noter que la situation au niveau des céréales sèches contraste avec celle du riz et du blé importé ainsi que d'autres produits de grande consommation comme l'oignon et la pomme de terre.

« Les stocks des légumes locaux (oignon, pomme de terre) s'accroissent progressivement du fait de la poursuite des récoltes et des transferts des zones de production vers les marchés de consommation alors que les disponibilités chez les commerçants sont assez importantes pour le riz et le blé », souligne le CSA.

Ecofin du 14 Juin 2022

BRVM 10	162,50	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 112 mardi 14 juin 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	209,95
Variation Jour	0,00 %		Variation Jour	↑ 0,22 %
Variation annuelle	↑ 5,86 %		Variation annuelle	↑ 3,79 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 319 823 924 272	0,22 %
Volume échangé (Actions & Droits)	549 729	470,14 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	329 025 975	136,04 %
Nombre de titres transigés	39	-9,30 %
Nombre de titres en hausse	8	-66,67 %
Nombre de titres en baisse	14	16,67 %
Nombre de titres inchangés	17	142,86 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 814 127 212 961	-0,16 %
Volume échangé	126 490	395 181,25 %
Valeur transigée (FCFA)	1 277 042 144	501 619,12 %
Nombre de titres transigés	6	100,00 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	4	33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	155 875	7,50 %	-0,08 %
TOTAL CI (TTLIC)	2 370	3,04 %	12,86 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 375	2,59 %	1,06 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	14 250	1,75 %	34,50 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 345	1,51 %	-9,43 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	2 200	-4,35 %	1,15 %
ONATEL BF (ONTBF)	4 150	-3,26 %	5,20 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 300	-1,85 %	-14,52 %
SOGB CI (SOGC)	6 500	-1,52 %	30,00 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 350	-1,47 %	-20,24 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	115,79	2,56 %	5,16 %	5 710	27 767 320	25,66
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	478,99	-0,49 %	6,71 %	14 569	143 465 335	9,78
BRVM - FINANCES	15	76,30	0,26 %	-1,08 %	513 268	102 002 540	7,32
BRVM - TRANSPORT	2	457,45	-0,52 %	-26,47 %	391	720 480	7,34
BRVM - AGRICULTURE	5	337,49	-0,41 %	38,71 %	3 707	28 105 810	6,13
BRVM - DISTRIBUTION	7	395,96	0,30 %	-2,82 %	12 027	26 876 140	30,84
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 912,52	0,00 %	112,33 %	57	88 350	18,61
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,44	
Taux de rendement moyen du marché	6,10	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,82	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 311 426,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 629 774 034,63	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	7,36	
Ratio moyen de satisfaction	25,18	
Ratio moyen de tendance	342,27	
Ratio moyen de couverture	29,22	
Taux de rotation moyen du marché	0,05	
Prime de risque du marché	5,95	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / Le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org



Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
www.ucasgi.com



Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71



BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121



SOCIETE DE BOURSE
 AGI
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316065



AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36



BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
sgjbs@biic-financialservices.com



MINISTÈRE
DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA MICROFINANCE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



PROJET D'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE AU SAHEL

Avis à manifestations d'intérêt relatif au recrutement d'un Consultant pour l'élaboration des documents juridiques de facilitation de la vulgarisation et de sensibilisation du cadre légal et institutionnel de protection des droits des femmes et des filles au Bénin.

Pays : République du Bénin

Nom du Projet : Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin)

Numéro du Don : IDA N°4230-BJ

Référence : BJ-SWEDD-290647-CS-CQS du 09/06/2022

1. Le Gouvernement du Bénin a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin) et, a l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du marché relatif au recrutement d'un consultant pour l'élaboration des documents juridiques de facilitation de la vulgarisation et de sensibilisation du cadre légal et institutionnel de protection des droits des femmes et des filles au Bénin.
2. La mission du consultant consiste à élaborer un catalogue annuel de la jurisprudence béninoise, un recueil de textes juridiques et un manuel simplifié sur les moyens juridiques et voies de recours offerts aux populations cibles du projet pour saisir les organes de sécurité et de justice au Bénin. De façon spécifique, il s'agit de :
 - o élaborer le catalogue annuel de la jurisprudence béninoise relative à la protection des droits des filles/femmes, notamment les VBG, les violences domestiques, les viols sur mineur ;
 - o produire le recueil de textes (conventions internationales, lois, décrets) existants au Bénin sur les droits des filles/femmes ;
 - o élaborer le manuel simplifié sur les moyens juridiques et voies de recours offerts aux populations cibles du projet pour saisir les organes de sécurité et de justice au Bénin ;
 - o présenter les projets de catalogue annuel, de recueil de textes et du manuel simplifié sur les moyens juridiques et voies de recours offerts aux populations cibles du projet pour saisir les organes de sécurité et de justice au Bénin à l'équipe juridique du Bénin et à l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin ;
 - o appuyer l'organisation d'un atelier de validation par tous les acteurs de protection des droits des filles et des femmes, les chefs traditionnels et religieux, les acteurs de la société civile, l'équipe juridique et l'UGP ainsi que les ministères sectoriels, des projets de catalogue annuel, du recueil de textes et du manuel simplifié sur les moyens juridiques et voies de recours offerts aux populations cibles du projet pour saisir les organes de sécurité et de justice au Bénin ;
 - o prendre en compte les observations et recommandations issues de l'atelier de validation ;
 - o rédiger le rapport final succinct présentant les résultats de la consultation incluant les trois documents produits en annexe.
3. La durée prévisionnelle de la mission est de **cent soixante-cinq (165) jours ouvrables**.
4. La Coordinatrice du Projet SWEDD-Bénin, représentant l'Autorité Contractante, par la présente sollicitation de manifestation d'intérêt, invite les consultants (firmes) admissibles à présenter leur candidature pour fournir les services décrits ci-dessus.
5. A ce titre, les cabinets intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (références concernant l'exécution de contrats similaires, registre de commerce, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel permanent (curriculum vitae détaillé et diplômes). Le cabinet devra fournir les preuves relatives à ses expériences (attestations de bonne fin d'exécution + extraits des contrats de marché, etc.)

6. Le cabinet sera sélectionné par la méthode de « Sélection Fondée sur les Qualifications du Consultant » décrite au paragraphe 7.11 du Règlement sur la passation des marchés de la Banque mondiale en date de juillet 2016 révisé en novembre 2017, en août 2018 puis en novembre 2020. **A l'issue de l'évaluation des références, le consultant classé premier sera invité à soumettre des propositions technique et financière.**
7. L'attention des cabinets intéressés est attirée sur les paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 de la Section III du Règlement sur la passation des marchés de la Banque mondiale en date de juillet 2016 révisé en novembre 2017 en août 2018 puis en novembre 2020, qui décrivent la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts.
8. Les cabinets peuvent s'associer avec d'autres cabinets sous forme de groupement de firmes ou d'un accord de sous-traitance en vue du renforcement de leurs qualifications. Dans le cas d'un Groupement, tous les partenaires du Groupement seront conjointement et solidairement responsables de la totalité du contrat.
9. Le consultant devra être un cabinet/Firme ayant au moins (05) années d'expérience professionnelle et disposant des compétences avérées dans la pratique du droit dans le secteur public et/ou privé ou dans la recherche en droit de la famille. Il devra avoir d'expérience en élaboration d'ouvrages juridiques.
10. Les manifestations d'intérêt rédigées en langue française en quatre (04) exemplaires (1 original et 3 copies), portant la mention « **Recrutement d'un consultant pour l'élaboration des documents juridiques** » doivent parvenir à l'adresse indiquée ci-dessous, le 24/06/2022 à 10 heures locales (heure de Cotonou) au plus tard.
11. L'adresse à laquelle il est fait allusion est :

Secrétariat de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin à Cotonou, situé au Quartier Les Cocotiers, maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217 Tél : (+229) 21 30 22 26 ; E-mail : swedd.benin@gmail.com.

Les consultants peuvent avoir plus d'informations audit Secrétariat tous les jours ouvrables de 08 heures à 12 heures 30 minutes et de 14 heures 00 à 17 heures 30 minutes ou swedd.benin@gmail.com. Les termes de référence de la mission peuvent être consultés sur le site web : www.swedd.bj.

12. Les critères d'évaluation des manifestations d'intérêt sont :

(i) Qualifications générales du consultant (30 points)

- Expérience en matière de prestations intellectuelles d'ordre générale (4 expériences à raison de 5 points/expérience) ;
- Au moins cinq années d'expériences professionnelles (10 points).

(ii) Expériences du Consultant (60 points).

- Expérience dans la pratique du droit dans le secteur public et/ou privé ou dans la recherche en droit de la famille (4 expériences à raison de 10 points/expérience) ;
- Expérience en élaboration d'ouvrages juridiques. (2 expériences à raison de 10 points/expérience).

(iii) Organisation technique et managériale (10 points)

Les cabinets doivent fournir une présentation claire de leur organisation managériale et matérielle (organigramme à l'appui) présentant au moins les postes/Services ci-après et animés par un personnel permanent à savoir :

- Direction Générale du cabinet ou équivalent (4 points) ;
- Direction en charge du suivi des études ou équivalent (3 points) ;
- Direction Financière et comptable ou équivalent (3 points).

La structuration de l'équipe dédiée doit faire ressortir l'interaction de chaque intervenant dans l'atteinte des objectifs de la mission.

NB : En cas d'égalité du nombre total de points obtenus, le cabinet ayant plus d'expérience en matière d'évaluation des risques sera privilégié.

Cotonou, le 09 JUIN 2022


Djaoudath ALIDOU DRAMANE
Coordinatrice SWEDD-Bénin



CONVOCAZIONE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

Les Actionnaires de ATLANTIQUE ASSURANCES BENIN VIE, Société Anonyme avec Conseil d'Administration, régie par le code des Assurances, au capital social de 3.299.350.000 F.CFA entièrement libéré, sise à Immeuble Atlantique Assurances Bénin, Lot 103-H-Avenue Steinmetz, N° RCCM RB/COT/10 B 5999-B-DECRET 94-378 du 17/11/94 sont invités à la 27ème Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra à Cotonou, le **Mardi 21 Juin 2022 à 14H00 précises à l'Hôtel Golden Tulp le Diplomate** et par visio conférence à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Examen du rapport de Gestion du Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2021 ;
2. Examen des rapports du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice 2021 ;
3. Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2021 ;
4. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 Décembre 2021 ;
5. Approbation des conventions autorisées par le conseil d'Administration au titre de l'exercice 2021 ;
6. Quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
7. Indemnités de fonctions allouées aux Administrateurs et aux membres des comités spécialisés ;
8. Rémunération du Commissaire Aux Comptes ;
9. Désignation du Commissaire aux Comptes Suppléant ;
10. Vote des résolutions ;
11. Pouvoirs en vue des formalités ;

Les documents relatifs aux travaux sont disponibles au siège de la société.

Pour tous renseignements complémentaires, merci de contacter le (+229) 60 17 60 60 ou 21 30 55 56

Koné DOSSONGUI
Le président du Conseil
d'Administration

Atlantique Assurances Bénin-Vie

Entreprise régie par le Code des Assurances CIMA

SA au Capital de 3.299.350.000 F.CFA entièrement libéré

N° RCCM RB/COT/10 B 5999 - B - DECRET 94 - 378 du 17/11/94

INSAE 2958200594241 - IFU 320070020213

Immeuble Atlantique Assurances, Lot n°103 Parcelle H, Avenue Steinmetz

04 BP 0851 - Cadjehoun, Cotonou, Bénin / Tel. : (229) 60 17 60 60 - 61 41 90 90 - 21 30 55 56

E-mail : aabvie@aabvie.net / Site web : www.aabvie.net



Ingenierie-Formation-Coaching-GRH-Etudes socio-économiques-Conseils-Montage des Projets-Voyages d'affaires-Audits-Forums et Salons



**Afrique Formation
& Conseils**

Dernier Appel à Candidatures

Sommet Mondial des Experts et Spécialistes en Passation des Marchés

(Dubai, Emirats Arabes Unis 2022)

Le cabinet Afrique Formation et Conseils (AFC) lance un dernier appel à candidatures pour l'inscription au premier Sommet Mondial des Experts et Spécialistes en Passation des Marchés qui aura lieu du **24 au 31 Juillet à Dubaï** aux Emirats Arabes-Unis sur le thème : **les bonnes pratiques dans les marchés publics**. Peuvent y prendre part, tous les acteurs de la chaîne de la commande publique, les bailleurs de fonds internationaux, les collectivités territoriales décentralisées, ainsi que toutes les entreprises privées et/ou multinationales désireuses de se positionner à l'international.

Comme participant, vous allez :

- Echanger sur les innovations dans les procédures des bailleurs de fonds internationaux et celles des différents pays ;
- Apprendre et maîtriser les bonnes pratiques en matière de passation et de contrôle des marchés publics dans le monde ;
- Rencontrer des experts d'autres pays et partager vos expériences communes ;
- Prendre part et intervenir aux conférences, débats, et ateliers de réseautage ;
- Augmenter votre carnet d'adresses ;
- Bénéficier de 20% de réduction des frais de participation ;
- Obtenir une certification internationale.

Date limite d'inscriptions : 30 Juin 2022

Pour obtenir le dossier d'inscription, merci d'envoyer un email ou un WhatsApp avec votre nom, profession actuelle et numéro de téléphone fiable à : **contact@afriqueformation.com/ WhatsApp (237)694 30 42 52**. (Uniquement message WhatsApp. Pas d'appels téléphoniques svp)

HOROSCOPE finance

Bélier Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Taureau Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

Gémeaux Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Cancer Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

Lion Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Vierge Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Balance Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Scorpion Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Sagittaire Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

Capricorne

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Verseau

Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

Poissons

Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclavage" (Publilius Syrus).

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHEMÉGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUNDI
Félicienne HOUËSSOU
(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU
Hubert DOSSOU
Falco Vignon

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU
(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto
(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)
Représentant de l'Économiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France de l'Économiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO
(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)

Indicateurs économiques du Bénin

Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Investissement Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note : *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2014	2015	2016
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9.27 milliards USD	Déc 2017	8.57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14.7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10.7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA - Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA - Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA - Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

Autorité du Bassin du Mono

“Initiative Régionale pour l'Eau et l'Environnement” au centre d'un atelier

Les 13 et 14 juin 2022, l'Autorité de Bassin du Mono (ABM) a organisé à Grand-Popo, un atelier de restitution et amendement du projet “Initiative Régionale pour l'Eau et l'Environnement dans le Bassin Transfrontalier du fleuve Mono” financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).

● Abdul Wahab ADO

Finaliser tous les éléments techniques, administratifs et financiers du projet qui a été discuté au cours de l'atelier de lancement de sa préparation à Lomé, et pendant les missions de terrain organisées par les consultants commis à la tâche dans les deux pays concernés. C'est l'objectif principal de l'atelier de restitution et d'amendement vise également à présenter la justification globale et l'objectif du projet, affiner les propositions de cadre logique, budget, plan de travail et les dispositions institutionnelles du projet, qui ont été développées à partir de discussions avec les acteurs et intégrées dans le document de projet; Fournir un forum officiel par lequel un consensus entre les parties prenantes du projet sera atteint et le projet collectivement validé par les pays et les agences

d'exécution; Favoriser la collaboration et le partage d'informations entre les pays du projet et les entités régionales et internationales impliquées avant la validation officielle du projet par le directeur général du FEM. Après la cérémonie d'ouverture de l'atelier, il a été procédé la présentation de la proposition de projet. C'est en présence de Nicolas Dadja Gnappaou, Directeur exécutif de l'Autorité du Bassin du Mono et d'autres responsables de l'Observatoire du Sahara et Sahel; de l'Union Internationale pour la conservation de la nature (UICN) et de BRL Ingénierie et d'autres acteurs que les travaux de l'atelier se sont déroulés à Grand-Popo.

Pendant les deux jours de l'atelier, les participants se sont réunis en sessions plénières et autour de travaux de groupes. Les sessions plénières ont été pour les participants une opportunité de partage d'infor-



mations sur le projet et les approches. Les travaux de groupes ont permis de collecter les commentaires et contributions des participants sur les différents éléments du document de projet. Plusieurs parties prenantes y ont également pris part, y compris les trois agences d'exécution du projet que sont l'Autorité du Bassin du Mono, l'Observatoire du Sahara et du Sahel et le Partenariat Global de l'eau en Afrique

de l'Ouest. Pour rappel, le Projet Initiative régionale pour l'eau et l'environnement dans le bassin transfrontalier du fleuve Mono " sera exécuté dans le Bassin du Mono, partagé entre la République du Bénin et la République du Togo.

Bref aperçu de l'Autorité de Bassin du Mono (ABM)

L'Autorité de Bassin du Mono (ABM) est l'instrument de gestion de bassin mis en place pour le bassin

du fleuve Mono partagé par le Bénin et le Togo. Les textes constitutifs de la création de l'ABM ont été approuvés par les ministres des deux pays (Bénin et Togo) le 4 juillet 2014 et signés par les chefs d'État et de gouvernement le 30 décembre 2014. La Direction Exécutive a été mise en place le 31 octobre 2019. L'Autorité du Bassin du Mono s'est fixée entre autres objectifs : accompagner la bonne mise en œuvre de la

Gestion Intégrée du Bassin et favoriser l'émergence de projets de coopération sur l'eau et l'assainissement portés par des collectivités françaises sur l'ensemble du bassin. C'est dans ce contexte que la Direction Exécutive de l'Autorité du Bassin du Mono a demandé une assistance technique à l'UICN, l'OSS et le GWP-AO pour la formulation d'un projet à soumettre au Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).



Vulnérabilités des casinos en Afrique de l'Ouest

Le GIABA outille des responsables en Côte d'Ivoire sur les risques

Le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) organise un “ Atelier des parties prenantes sur les résultats de l'étude sur les risques de blanchiment de capitaux et les vulnérabilités des casinos et du secteur des jeux en Afrique de l'Ouest” du 13 au 17 juin 2022 à Abidjan en Côte d'Ivoire. Divers responsables prennent part à cet atelier.

● Abdul Whab ADO

Cet Atelier du GIABA à Abidjan, a pour but, l'implication des parties prenantes au niveau national pour une meilleure appropriation des conclusions et recommandations du rapport d'étude et à élaborer une stratégie et un plan d'action pour la mise en œuvre des mesures nécessaires en vue d'atténuer les risques et les vulnérabilités identifiés dans le rapport du secteur des casinos et des jeux en Afrique de l'Ouest. Cela s'inscrit dans le cadre de la poursuite de ses efforts dans la lutte contre le blan-



chiment des capitaux et le financement du Terrorisme (LBC/FT). L'atelier qui a été lancé depuis le lundi 13 juin 2022 a réuni en présentiel, les représentants de la CENTIF-CI, des Agences de régulation des Casinos et des jeux, les professionnels du secteur des casinos et

des jeux, ainsi que les responsables de l'application de la loi de la République de la Côte d'Ivoire. Il faut préciser que l'étude les risques de blanchiment de capitaux et les vulnérabilités des casinos et du secteur des jeux en Afrique de l'Ouest” a été financée par

l'Union Européenne et a été commanditée par le GIABA et, puis réalisée avec l'assistance technique d'Expertise France dans le cadre du projet Organized Crime : West African Response to Money Laundering and the Financing of Terrorism (OCWAR-M). Elle a été réalisée entre juin 2020 et mai 2021 et le rapport publié en 2022. Ladite étude illustre l'engagement du GIABA et de ses Etats-Membres à identifier les risques liés au blanchiment de capitaux dans le secteur des casinos et des jeux en Afrique de l'Ouest et les mesures pour les atténuer et les éliminer.

Football

La fédération espagnole s'engage à verser les mêmes primes aux équipes masculine et féminine

Un petit pas pour l'Espagne, un grand pas pour l'égalité. Le président de la fédération espagnole de football (RFEF), Luis Rubiales, s'est engagé ce mardi envers l'équipe nationale féminine : désormais, les joueuses toucheront autant que leurs collègues masculins en termes de primes et de droits d'image. Cet accord entre en vigueur dès l'Euro, qui débute le 6 juillet en Angleterre, et court jusqu'en 2027. Il a été signé en présence d'Alexia Putellas, Patricia Guijarro et Irene Paredes, trois joueuses majeures de la sélection. « C'est une

journée historique, s'est justement félicitée Paredes. Au nom de toutes les joueuses, je veux remercier l'effort de la RFEF et de Luis Rubiales. ». « L'accord que nous signons aujourd'hui est à l'avant-garde du monde du football, a déclaré Rubiales. Nous avons signé un accord de cinq ans qui nous permettra d'atteindre les prochains championnats du monde et d'Europe et, espérons-le, les Jeux olympiques. Nous devons promouvoir le sport féminin, nous nous efforçons de combler l'écart avec le sport masculin. » Allo, Noël Le Graët ?

20 minutes du 14 juin 2022



**Avec ARESS,
vivez l'Énergie,
l'Énergie de Qualité
pour tous**

LA QUALITE POUR TOUS

f in @ ARESS

(+ 229) 96 63 96 82

REJOIGNEZ VOTRE QUOTIDIEN SUR NOS DIFFÉRENTS RESEAUX SOCIAUX

L'économiste du Bénin est le premier quotidien béninois spécialisé en informations économique, financière et boursière.

+229 69 19 08 80 / 95 42 96 26

leconomisteben1
journalleconomiste
leconomistbenin1@gmail.com

www.leconomistebénin.com

Sikècodji, 2ème rue à droite en quittant les feux tricolores de la Marina pour le carrefour Okpè Oluwa